

TENDANCES INTERNATIONALES - Une activité mondiale toujours dynamique en 2018 mais le ciel pourrait s'assombrir (protectionnisme, tensions géopolitiques, Italie, ...)

Selon les dernières prévisions du FMI (avril 2018), la croissance mondiale, après avoir profité en 2017 d'un contexte plus dynamique pour s'affermir (environ 120 pays, représentant trois quart du PIB mondial ont en effet enregistré une accélération de leur croissance, soit la plus large accélération synchronisée de la croissance mondiale depuis 2010), devrait bénéficier de conditions encore favorables en 2018 pour s'établir à un niveau proche des 4% en moyenne annuelle (demande mondiale encore forte, marchés de l'emploi mieux orientés, ...).

Si les bases de la croissance semblent encore solides, les aléas entourant ces prévisions apparaissent toutefois de plus en plus nombreux. Risques géopolitiques (Iran, Syrie, ...), effets potentiels directs et indirects d'une guerre commerciale États-Unis/reste du monde (retour du protectionnisme), ou encore, questions européennes (difficiles négociations sur le Brexit, affaiblissement d'Angela Merkel en Allemagne, nouveau gouvernement italien) constituent, en effet, autant d'incertitudes qui pourraient peser sur la confiance, les marchés et sur l'expansion de l'activité économique.

Des échanges mondiaux encore dynamiques ...

Sur les 12 derniers mois à fin avril 2018, les exportations mondiales de marchandises en valeur ont progressé de plus de 12% comparé aux 12 mois précédents. Si ce rebond de la valeur des flux s'explique, en partie, par la hausse des cours des matières premières, et particulièrement de celui du pétrole, il traduit toutefois avant tout une croissance des volumes de marchandises échangés entre et au sein des grandes zones économiques. Cette tendance pourrait toutefois être plus modérée sur les trimestres à venir en raison des effets probables d'un retour à davantage de protectionnisme.

Matières 1^{ères} : remontée progressive des cours ... à des niveaux toujours bien en deçà des pics atteints en 2011/2012

Dans un contexte de demande mondiale plus dynamique depuis deux ans, les cours des matières 1^{ères} affichent globalement une tendance à la hausse. Toutefois, si sur un an à fin juin 2018 l'indice d'ensemble des matières 1^{ères} (CRB) enregistre une croissance de +16%, pétrole, métaux industriels et produits agricoles s'établissent encore très loin de leurs niveaux du début de la décennie.

Depuis 2 ans et demi (début 2016 : Brent à 29\$ le baril), le cours du pétrole s'est nettement redressé (55\$ début 2017, 66\$ début 2018) et s'établit à 77\$ début juillet 2018 (+55% sur 1 an). Son prix a été soutenu par la consolidation de la reprise mondiale mais aussi par l'accord de restriction de l'offre conclu, fin 2016, entre l'OPEP et la Russie. À l'inverse, la hausse de la production nord-américaine (+30% depuis fin juillet 2016 à 10,7 millions de baril/jour) a constitué un facteur de rééquilibrage de l'offre. Aujourd'hui toutefois, avec le récent rétablissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran, la question de l'assouplissement des quotas de production se pose plus vite que prévu au sein du cartel OPEP/Russie. Par ailleurs, les pressions américaines sur les monarchies du Golfe se font de plus en plus fortes pour que cet assouplissement soit le plus large possible afin d'éviter une hausse importante des cours qui pourrait contraindre la croissance mondiale.

Les métaux industriels continuent de s'inscrire dans une tendance globalement haussière. Sur 3 ans à fin juin 2018 : aluminium +28%, cuivre +14%, plomb +36%, zinc +42%, nickel +21%, étain +36%, ... Notons toutefois que, depuis l'annonce au printemps par les États-Unis d'une surtaxe de 25% sur ses importations d'aluminium et d'acier, les cours de la plupart des métaux ont enregistré une baisse plus ou moins sensible.

Pour les produits agricoles, les tendances sont toujours très variables à court terme (marchés à forte volatilité), mais globalement baissières sur les dernières années. Sur 1 an à début juillet : le blé (0,0%), maïs (-8%), avoine (-10%), graines de soja (-12%), tourteaux de soja (+3%), café (-10%), sucre (-18%), coton (+15%), bois (+53%), caoutchouc (-15%), ...

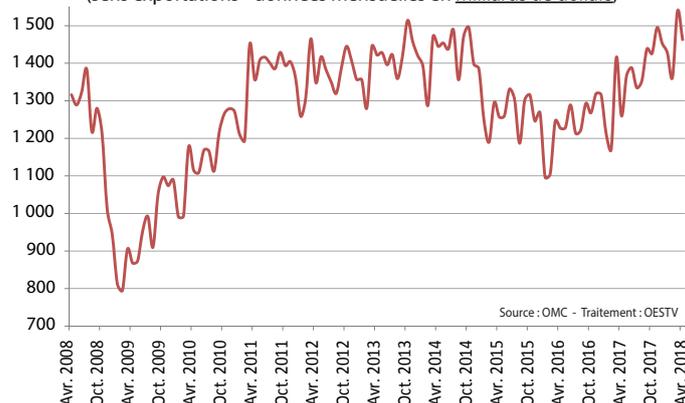
Croissance du PIB et prévisions (en %)

(Sources : FMI - avril 2018 & Insee* - juin 2018)

	2016	2017	2018(p)
ZONE EURO*	+1,8	+2,6	+2,1
France*	+1,1	+2,3	+1,7
Allemagne*	+1,9	+2,5	+2,0
Espagne*	+3,3	+3,1	+2,7
Italie*	+1,0	+1,6	+1,3
Royaume-Uni*	+1,9	+1,8	+1,3
États-Unis*	+1,5	+2,3	+2,8
Japon*	+1,0	+1,7	+0,8
ÉCONOMIES AVANÇÉES	+1,7	+2,3	+2,5
Chine	+6,7	+6,9	+6,6
Inde	+7,1	+6,7	+7,4
Brésil	-3,5	+1,0	+2,3
Russie	-0,2	+1,5	+1,7
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,4	+4,8	+4,9
MONDE	+3,2	+3,8	+3,9

Échanges mondiaux de marchandises

(sens exportations - données mensuelles en milliards de dollars)



Indice d'ensemble des matières premières

(weekly CRB Commodity Index au 29 juin 2018)



↳ **Zone euro - Ralentissement début 2018 et davantage d'incertitudes sur le reste de l'année ... dans un environnement économique international qui demeure cependant porteur**

Comme dans la plupart des économies avancées, l'embellie de 2017 a laissé place à une modération du rythme de croissance de l'activité au 1^{er} trimestre 2018 en zone euro (+0,4% après +0,7% au 4^{ème} trimestre 2017). Les 4 grandes économies de la zone ont observé une baisse de régime plus ou moins prononcée sur ce début d'année : croissance à +0,3% en Allemagne après +0,7% fin 2017, +0,2% en France après +0,7%, +0,7% en Espagne après +0,9% et, enfin, +0,3% en Italie après +0,4%.

Les facteurs explicatifs de ce ralentissement sont à la fois ponctuels (modération des exportations, des investissements, voire également de la consommation des ménages selon les pays considérés) mais également plus globaux (forte hausse du pétrole, appareil productif très sollicité, montée des tensions protectionnistes, resserrement probable de la politique monétaire, contexte politique difficile en Italie et en Allemagne).

Tous ces éléments combinés tendent ainsi à voiler un horizon conjoncturel jusqu'alors plutôt dégagé. Pour autant, l'environnement économique international demeure porteur et l'activité devrait rester relativement robuste en 2018 dans la zone euro. En prévision, la croissance serait certes moins soutenue qu'en 2017 (+2,6%) mais toujours à un niveau satisfaisant (+2,1%).

Le climat des affaires, notamment dans l'industrie manufacturière, s'est modéré au cours des derniers mois après avoir atteint en fin d'année passée des niveaux historiques. En mai, il demeure toutefois assez nettement au-dessus de sa moyenne long terme dans les 4 grandes économies européennes.

Enfin, la croissance continue de se traduire par une amélioration du marché du travail. En avril, le taux de chômage en zone euro s'établissait à 8,5% (moins 0,7 point sur 1 an) et le nombre de demandeurs d'emploi à 13,9 millions de personnes (-1,1 million sur un an).

↳ **Autres économies avancées**

Aux États-Unis, comme en Europe, l'activité a été moins dynamique début 2018 (+0,5%) que fin 2017 (+0,7%). Toutefois, malgré un climat des affaires un peu moins bien orienté qu'il y a quelques mois, l'économie américaine devrait accélérer à partir du printemps.

D'une part, la réforme fiscale voulue par Trump devrait largement soutenir l'investissement des entreprises. D'autre part, la combinaison d'un marché du travail dynamique (taux de chômage proche de 4%) et d'allègements fiscaux pour les ménages devrait soutenir la dynamique des salaires et donc la consommation.

En prévision, le PIB américain progresserait de +2,8% en 2018, soit sensiblement plus qu'en 2017 (+2,3%).

Au Royaume-Uni, l'attentisme en vue du Brexit continue de pénaliser, trimestre après trimestre, l'économie britannique dont le taux de croissance du PIB se réduit peu à peu : +1,9% en 2016, +1,8% en 2017 et +1,3% en prévision pour 2018.

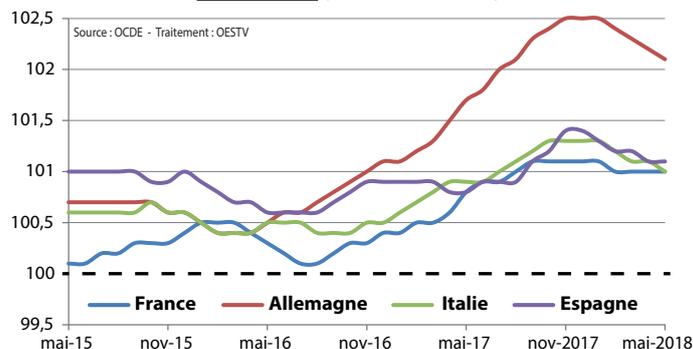
Dans le détail, les investissements des entreprises calent de plus en plus, la consommation des ménages ralentit en même temps que ces derniers reconstituent leur épargne à l'approche du Brexit, et enfin, les fermetures ou délocalisations d'entreprises pourraient s'accroître dans l'hypothèse d'un "Brexit dur".

↳ **Économies émergentes : la croissance reste dynamique en 2018**

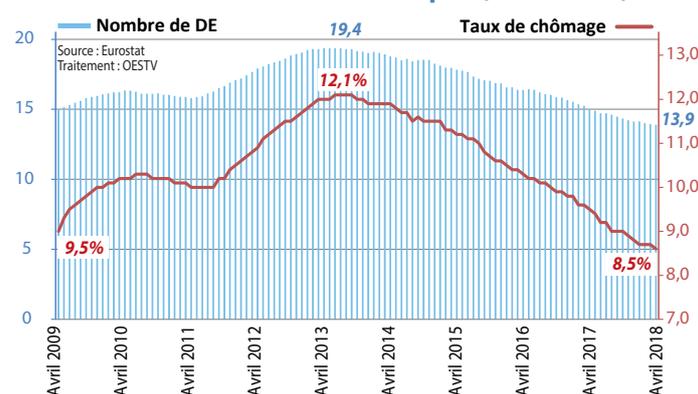
En Russie comme au Brésil, l'activité a rebondi en 2017 après 2 années de récession et devrait poursuivre sur son élan en 2018. Dans ces deux économies, le climat des affaires est resté plutôt bien orienté sur le début 2018 tandis que la baisse de l'inflation favorise le rebond de la demande intérieure. En prévision pour 2018, la croissance s'établirait à +1,7% en Russie et se renforcerait plus nettement à +2,3% au Brésil.

La Chine continue de piloter un atterrissage en douceur de son économie qui se caractérise toujours par d'importants déséquilibres. Les canaux historiques -commerce extérieur et investissements (hausse très forte de l'endettement global depuis 10 ans)- demeurent les piliers de l'activité et la transition vers une économie plus équilibrée davantage soutenue par la consommation intérieure est encore loin d'être réalisée. En prévision pour 2018, la croissance du PIB chinois se modérerait légèrement à +6,6% (après +6,9% en 2017).

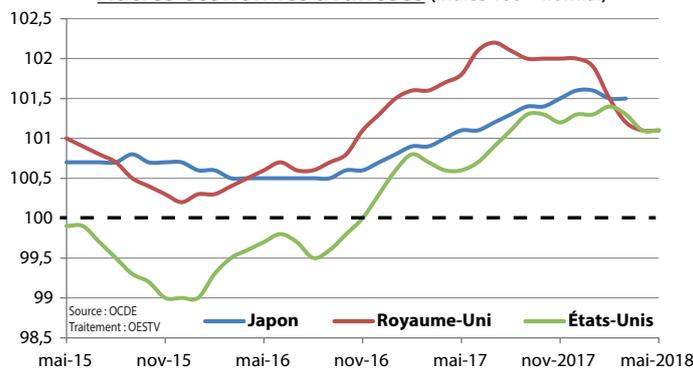
Climat des affaires dans l'industrie manufacturière
Zone euro (indice 100 = normal)



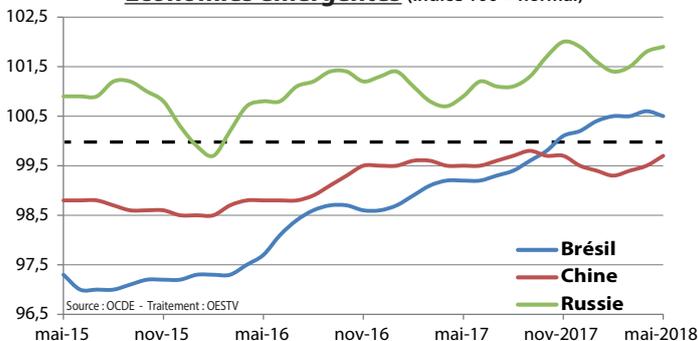
Zone euro (19) - Taux de chômage (en %) et nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière
Autres économies avancées (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière
Économies émergentes (indice 100 = normal)



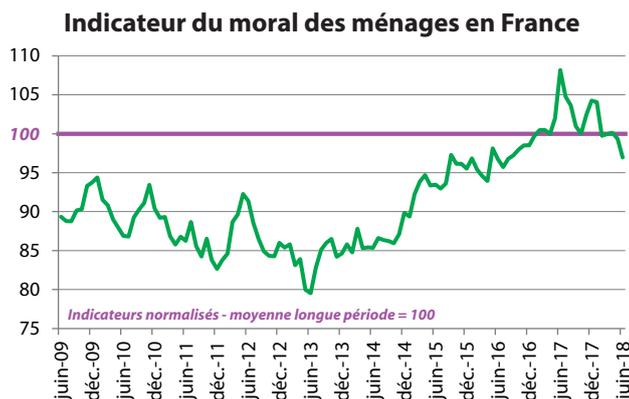
MORAL DES MÉNAGES - Recul de la confiance des ménages en juin 2018

En juin 2018, la confiance des ménages se replie : l'indicateur synthétique perd 2 points et atteint 97, soit son plus bas niveau depuis août 2016.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée diminue (-2 points) tandis que celle relative à leur situation financière personnelle future est stable. Les deux soldes se situent au-dessous de leur moyenne.

Le solde d'opinion sur leur capacité d'épargne actuelle est quasi stable (+1 point) et se maintient légèrement au-dessus de sa moyenne tandis que celui sur leur capacité d'épargne future diminue nettement (-6 points après +6 points en mai) et retrouve ainsi sa moyenne de long terme.

Enfin, les ménages sont encore plus pessimistes concernant le niveau de vie future : le solde correspondant perd 5 points après en avoir perdu 4 en mai et s'établit désormais nettement en dessous de sa moyenne.



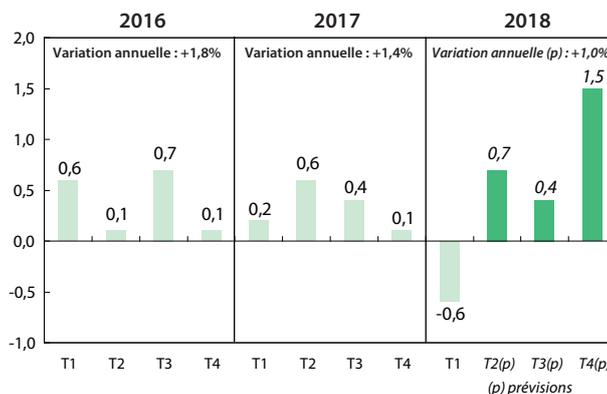
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Repli au 1^{er} trimestre 2018 ... accélération attendue pour la fin d'année

Au 1^{er} trimestre 2018, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) baisse nettement de -0,6% (après +0,1% au 4^{ème} trimestre 2017), sous l'effet en particulier de la hausse de la fiscalité indirecte sur les produits énergétiques et sur le tabac.

En prévision sur l'année 2018, le pouvoir d'achat devrait être, de nouveau, moins dynamique : +1,0% après +1,4% en 2017 et +1,8% en 2016.

Dans le détail, le pouvoir d'achat rebondirait sur les 9 derniers mois de l'année (+0,7% au 2^{ème} trimestre, +0,4 au 3^{ème} et +1,5% au 4^{ème}) avec notamment la suppression du reliquat de cotisations d'assurance chômage pour les salariés et la réduction de la taxe d'habitation.

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



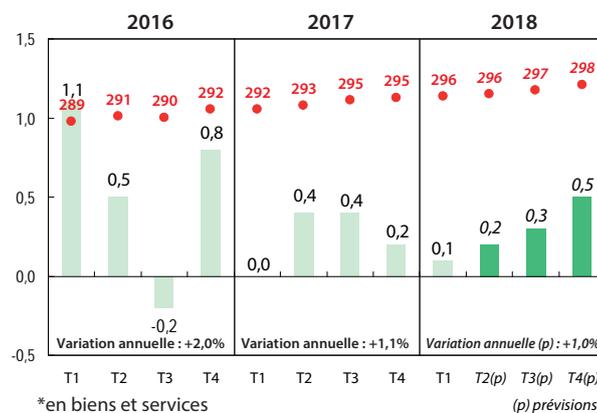
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Atone sur les 2 derniers trimestres, la consommation devrait accélérer sur le second semestre 2018

Au 1^{er} trimestre 2018, les dépenses de consommation des ménages n'ont que très légèrement ralenti à +0,1% (après +0,2% au 4^{ème} trimestre 2017) alors que leur pouvoir d'achat a diminué plus sensiblement (-0,6%).

La consommation de services s'est légèrement modérée (+0,4% après +0,5%) tandis que celle en biens s'est repliée pour le 2^{ème} trimestre consécutif (-0,1% après -0,1%).

En prévision sur l'ensemble de l'année 2018, la consommation devrait accélérer au second semestre (+0,3% au 3^{ème} trimestre puis +0,5% au 4^{ème}), en lien avec l'accélération du pouvoir d'achat attendue en fin d'année. En moyenne sur l'année, la consommation des ménages augmenterait de +1,0% soit un rythme quasi identique à celui de 2017 (+1,1%).

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Au ralenti en ce début d'année 2018

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) a de nouveau ralenti au 1^{er} trimestre 2018 : +0,2% après +0,6% au 4^{ème} trimestre 2017 et +1,0% au 3^{ème} trimestre 2017.

En prévision sur l'ensemble de l'année 2018, l'investissement des ménages serait quasi stable jusqu'à la fin de l'année (+0,1% au 2^{ème} trimestre, 0,0% sur les 3^{ème} et 4^{ème} trimestre). Au total, après une année exceptionnelle en 2017 (+5,6%), l'investissement ne devrait augmenter que de +1,6% en moyenne annuelle en 2018.

TAUX DE MARGE DES SNF* - Quasi stable sur le 1^{er} trimestre 2018

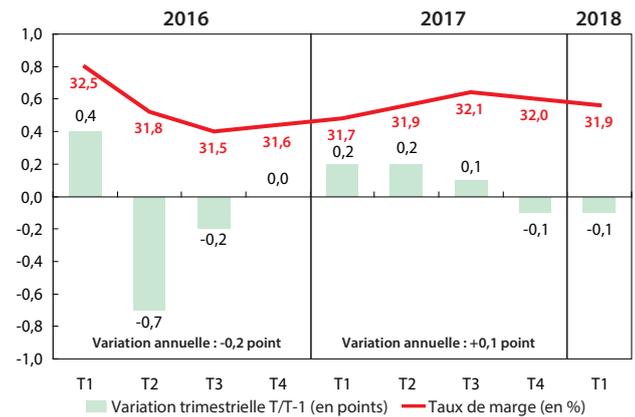
*sociétés non financières

Au 1^{er} trimestre 2018, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières est quasiment stable à 31,9% (après 32,0% au 4^{ème} trimestre 2017). La hausse des prix de l'énergie ainsi que la baisse de la productivité ont contribué négativement à l'évolution du taux de marge. A l'inverse, les mesures de soutien aux entreprises (CICE) y contribuent positivement.

En prévision sur le reste de l'année 2018, le taux de marge reculerait, en moyenne annuelle, de 0,2 point (31,8% contre 32,0% en 2017). Les gains de productivité resteraient faibles tandis que les salaires réels augmenteraient vigoureusement, contribuant ainsi de manière négative au taux de marge.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



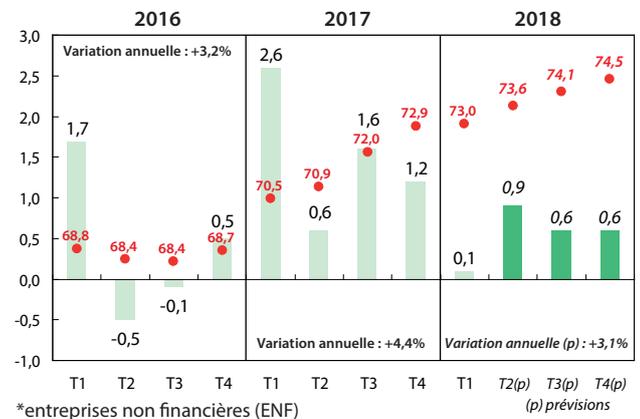
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Atones sur le 1^{er} trimestre 2018 ... devraient repartir à la hausse à partir du 2^{ème} trimestre

Au 1^{er} trimestre 2018, l'investissement des entreprises non financières a calé à +0,1% (après +1,2% au 4^{ème} trimestre 2017), du fait d'un recul des immobilisations en produits manufacturés (-1,7% après +1,6%) particulièrement. A l'inverse, l'investissement dans les services est resté dynamique (+1,7% après +1,6%).

En prévision sur l'année 2018, les immobilisations des entreprises non financières accéléreraient au 2^{ème} trimestre (+0,9%) en raison du rebond en dépenses de produits manufacturés, puis progresseraient de +0,6% sur les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. En moyenne sur l'année 2018, l'investissement des ENF serait un peu moins dynamique en progressant de +3,1% après la forte hausse de 2017 (+4,4%).

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



CLIMAT DES AFFAIRES - En juin 2018, le climat des affaires est globalement stable à des niveaux supérieurs aux moyennes longues périodes

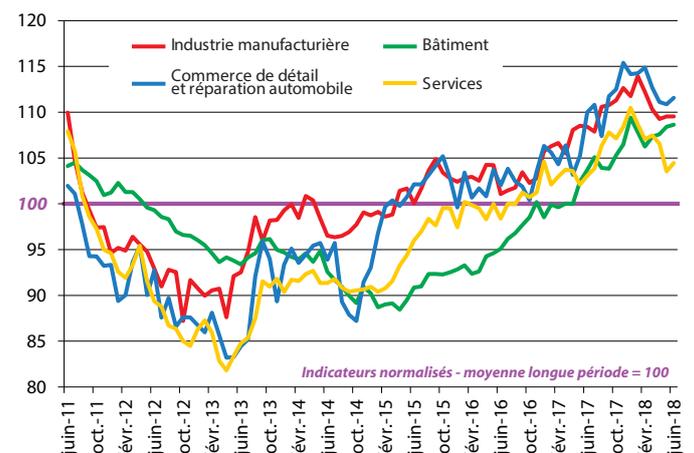
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en juin 2018, le climat des affaires se maintient à un niveau élevé (à 110), après avoir baissé de février à avril ; il avait atteint en janvier 2018 son plus haut niveau depuis dix-sept ans (114). L'optimisme des industriels sur les perspectives générales s'est affaibli depuis le début de l'année, mais le solde associé reste très supérieur à sa moyenne de long terme. Les carnets de commandes restent stables à des niveaux toutefois inférieurs à ceux du début d'année (niveaux inédits depuis 10 ans).

- **Bâtiment** - Le climat des affaires s'améliore légèrement en juin : l'indicateur qui le synthétise gagne 1 point et s'établit à 109, largement au-dessus de son niveau de long terme. Les entrepreneurs restent optimistes concernant leur activité pour les prochains mois. Les carnets de commandes sont jugés bien garnis, le taux d'utilisation des capacités de production augmente (à 90,1%) pour atteindre son plus haut niveau depuis décembre 2008 et les prix pratiqués pourraient être revus à la hausse.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires reste favorable en juin : l'indicateur qui le synthétise gagne 1 point (à 112) et demeure largement au-dessus de sa moyenne long terme. Les chefs d'entreprise sont partagés concernant les prochains mois : le solde relatif aux prévisions de vente augmente de nouveau et celui sur les intentions de commandes est stable, alors que celui sur les perspectives générales d'activité poursuit la baisse entamée en janvier.

- **Services marchands** - En juin, le climat des affaires est stable, à 104, après avoir baissé depuis le début d'année. Les soldes d'opinion sur l'activité passée et prévue rebondissent. Cependant, l'optimisme des entrepreneurs sur les perspectives générales de leur secteur faiblit. Ces 3 soldes demeurent néanmoins supérieurs à leur moyenne de long terme.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



COMMERCE EXTÉRIEUR - Dégradation du déficit commercial au 1^{er} trimestre 2018

Source : Douanes

Au 1^{er} trimestre 2018, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) a progressé de près de 11% comparé au trimestre précédent pour s'établir à 15,9 milliards d'euros.

Dans le détail, nos exportations (120,1 Mds€) reculent de -1,0% sur le 1^{er} trimestre 2018 (comparé au trimestre précédent) après une hausse de +1,4% au 4^{ème} trimestre 2017. Ce repli est lié à la baisse des ventes de la plupart des produits manufacturés, et notamment aux contreperformances de l'aéronautique.

Dans le même temps, nos importations (135,9 Mds€) sont restées relativement stables (+0,3% après +0,6% le trimestre précédent), malgré la vive reprise des importations d'hydrocarbures (hausse des cours du pétrole).

Solde commercial en France

(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'euros)



PIB - Ralentissement en début d'année 2018

Source : INSEE

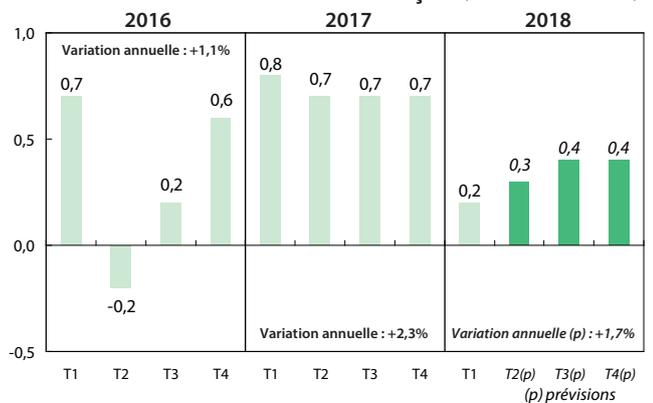
Au 1^{er} trimestre 2018, le produit intérieur brut (PIB) en volume a ralenti à +0,2% après +0,7% lors des 3 trimestres précédents.

Les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) ont légèrement ralenti (+0,1% après +0,2%), tandis que l'investissement total a perdu en dynamisme (+0,2% après +0,9%). Au global, la demande intérieure finale hors stocks ralentit et contribue moins à la croissance (+0,2 point après +0,4 point le trimestre précédent).

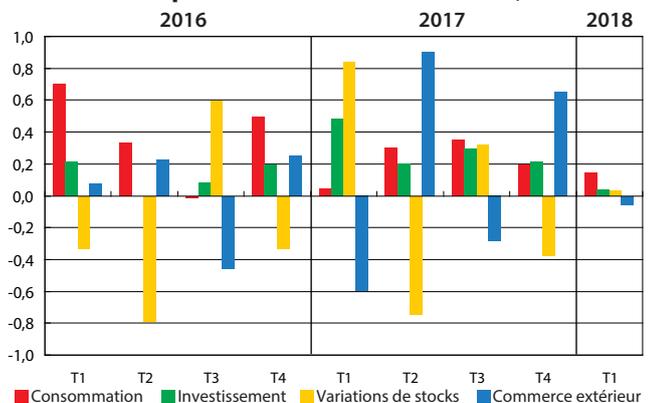
Le solde extérieur a, pour sa part, contribué négativement à la croissance du PIB au 1^{er} trimestre 2018 (-0,1 point après +0,6 point).

Enfin, les variations de stocks sont stables et ne contribuent pas à la croissance du PIB (0 point après -0,4 point).

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



En prévision sur le reste de l'année 2018, l'activité devrait accélérer légèrement au 2^{ème} trimestre (+0,3%) puis progresserait plus vivement de +0,4% au cours des 3^{ème} et 4^{ème} trimestres.

En moyenne sur l'année 2018, le PIB progresserait de +1,7% soit un rythme moins dynamique que l'année précédente (+2,3% sur 2017). La demande intérieure et le commerce extérieur contribueraient positivement (respectivement +1,4 point et +0,5 point), tandis que les variations des stocks pèseraient sur cette croissance (-0,2 point).

EMPLOI SALARIÉ - Nouvelle hausse au 1^{er} trimestre 2018 supportée essentiellement par l'emploi privé

Source : INSEE

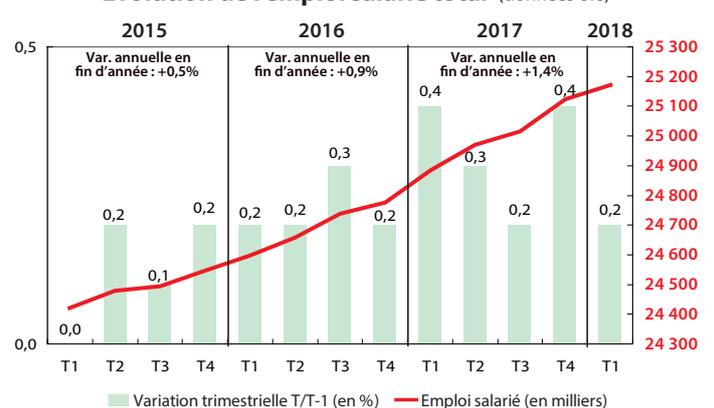
Selon l'Insee, l'emploi salarié total a de nouveau augmenté de +0,2% (+48 800 postes) au 1^{er} trimestre 2018 comparé au précédent, poursuivant ainsi sa hausse constante depuis le printemps 2015.

Dans le détail, l'emploi salarié a augmenté de 47 700 postes dans **le privé** (+0,2%) tandis qu'il s'est stabilisé (+1 100 postes) dans **la fonction publique** (0,0%).

Sur un an, à fin mars 2018, l'emploi salarié total a progressé de 288 200 postes (+1,2%). Il s'est accru de 301 200 dans **le privé** (+1,6%) tandis qu'il a reculé de 13 000 dans **le public** (-0,2%).

À fin mars 2018, la France comptait 25,2 millions d'emplois salariés : 19,4 millions dans **le privé** et 5,8 millions dans **la fonction publique**.

Évolution de l'emploi salarié total (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands au 1^{er} trimestre 2018

- Dans l'**INDUSTRIE**, l'emploi s'est stabilisé (-800 postes) après avoir renoué avec une hausse de ses effectifs lors du trimestre précédent (+7 000 postes, +0,2%).

À fin mars 2018, la France comptait 3,145 millions de salariés dans l'industrie, **en hausse de +5 600 postes sur un an**.

- Dans la **CONSTRUCTION/BTP**, la reprise de l'emploi se poursuit au 1^{er} trimestre 2018 pour le 5^{ème} trimestre consécutif (+0,3%, soit un gain de 3 600 postes).

À fin mars 2018, la France comptait 1,362 million de salariés dans le secteur de la construction, en évolution de **+1,9% sur un an (+25 600 emplois)**.

- Dans le **COMMERCE**, les effectifs ont poursuivi leur progression au 1^{er} trimestre 2018 avec un gain de 5 500 postes (+0,2%), après +8 600 postes (+0,3%) au trimestre précédent.

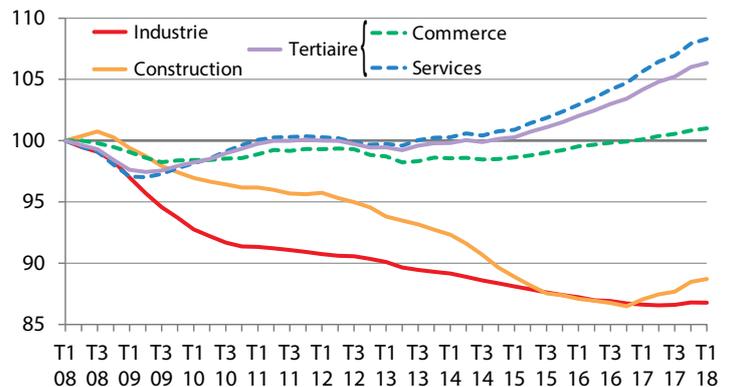
À fin mars 2018, la France comptait 3,148 millions de salariés dans le commerce, **en hausse de +0,9% sur un an (+28 000 postes)**.

- Dans les **SERVICES MARCHANDS**, la hausse des effectifs est restée dynamique (+0,4%) pour un gain de 33 600 postes après +82 800 (+0,9%) sur le trimestre précédent. L'emploi intérimaire a franchement ralenti au 1^{er} trimestre 2018 à +0,5% (+4 500 postes) après +4,5% au trimestre précédent (+38 000 postes).

À fin mars 2018, la France comptait 9,148 millions de salariés dans les services marchands, **en forte progression de +2,5% sur un an (+224 400 postes, dont +90 200 intérimaires)**.

En prévision sur l'ensemble de l'année 2018, l'emploi salarié continuerait d'augmenter (+163 000 postes) dans les secteurs marchands sur un rythme constant d'environ +40 000 postes pour chaque trimestre. Dans le détail, l'emploi reculerait dans l'industrie (-6 000 postes) et progresserait dans les autres secteurs : +19 000 dans la construction, +17 000 pour l'intérim et +134 000 dans le tertiaire marchand (hors intérim).

Évolution de l'emploi salarié marchand (base 100 au T1 2008)



CHÔMAGE - Baisse du nombre de demandeurs d'emploi (cat.A) au 1^{er} trimestre 2018 ... mais le taux de chômage progresse à nouveau après le net repli de la fin d'année 2017

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a reculé de -1,0% comparé au trimestre précédent, soit 33 300 DE de moins.

Toutes les catégories d'âge profitent de cette baisse sur le 1^{er} trimestre 2018 (comparé au 4^{ème} trimestre 2017) :

- ⇒ -0,6% pour les -25 ans (-3 000 DE)
- ⇒ -1,2% pour les 25/49 ans (-24 400 DE)
- ⇒ -0,6% pour les +50 ans (-5 900 DE).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en repli de -1,4%, soit -48 700 inscrits.

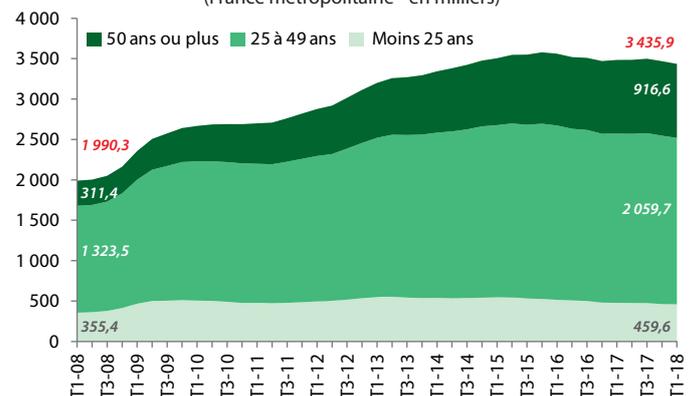
Au 1^{er} trimestre 2018, la France comptait en moyenne 3,436 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

En moyenne sur le 1^{er} trimestre 2018, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 8,9% de la population active, en hausse de 0,3 point après avoir diminué de 0,8 point au cours du trimestre précédent.

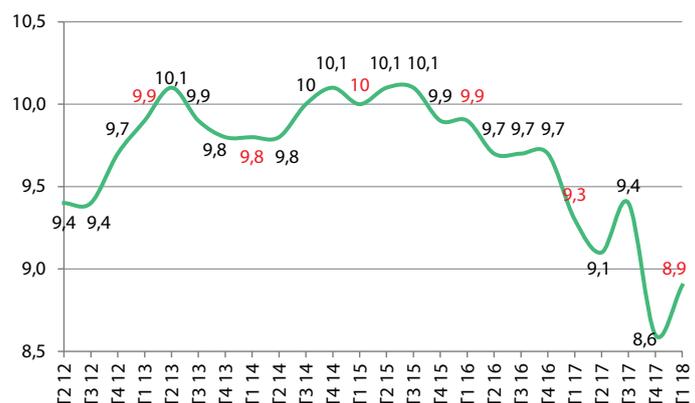
Le taux de chômage a progressé pour toutes les catégories d'âge sur ce trimestre :

- ⇒ taux à 20,8% pour les -25 ans (+0,2 point comparé au 4^{ème} trimestre 2017)
- ⇒ 8,3% pour les 25-49 ans (+0,3 point)
- ⇒ 6,3% pour les +50 ans (+0,2 point)

Demandeurs d'emploi de catégorie A (France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine (en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UIMV
- UPA Vendée
- CC de l'île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC du Pays des Herbiers
- CC de Terres de Montaigu
- Olonne-sur-Mer
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Cabinet FIDAL
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- COVAP
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- MDEDE 85
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- SMGCO
- Société Générale
- SODEBO
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- Yves COUGNAUD

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr